

Article

« Les formes alternatives de défense : l'exemple européen »

Johan Galtung

Études internationales, vol. 20, n° 3, 1989, p. 625-645.

Pour citer cet article, utiliser l'information suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/702545ar>

DOI: 10.7202/702545ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

Les formes alternatives de défense: L'exemple européen

Johan GALTUNG*

ABSTRACT — Alternative Security Policies in Europe

The time has come to discuss military doctrine. We have, for much too long now, been discussing separate weapon systems, sometimes singly, sometimes combined, and not the underlying rationale. This article spells out alternative security policies in the fields of military and foreign policies. The reader will find a layman's guide to military doctrine, beginning with a basic distinction made between offensive and defensive postures, a distinction based on capability and not on intention. We will show that the division into military and political motivations is far from sharp, and needs to be better understood in order to discuss and assess the implications of alternative doctrines for Europe.

I – Les doctrines militaires: un guide à l'intention du profane

Lorsqu'il est question de politique étrangère et de politique militaire, il est nécessaire, en matière de choix de doctrines de sécurité, de bien exposer les alternatives possibles. La position extérieure d'un pays (position militaire et position politique) se définit à partir de la fusion de ces deux politiques. Cette division, qui est loin d'être nette, constitue l'objet du débat. La position militaire est une expression de la politique étrangère alors que la position politique (ceci n'est pas toujours évident), doit absolument concorder avec la politique militaire choisie. Par conséquent, si la politique militaire s'appuie sur la possibilité d'exercer des représailles aux moyens d'armes de destruction massive et d'armes nucléaires (plus tard peut-être des faisceaux de particules et des faisceaux laser)¹, c'est-à-dire de superarmes, alors la position politique doit s'y conformer. Une doctrine militaire qui se fonde sur l'utilisation de superarmes ne peut avoir de sens que si l'adversaire n'est pas seulement une superpuissance, mais un super ennemi. Le choix des armes est conditionné par la description que l'on fait de l'ennemi et réciproquement; nous sommes politiquement liés par les doctrines militaires et, une fois de plus, la réciproque est vraie.

* *Fondateur et chercheur associé, depuis 1964, de l'Institut de recherches sur la paix d'Oslo en Norvège.*

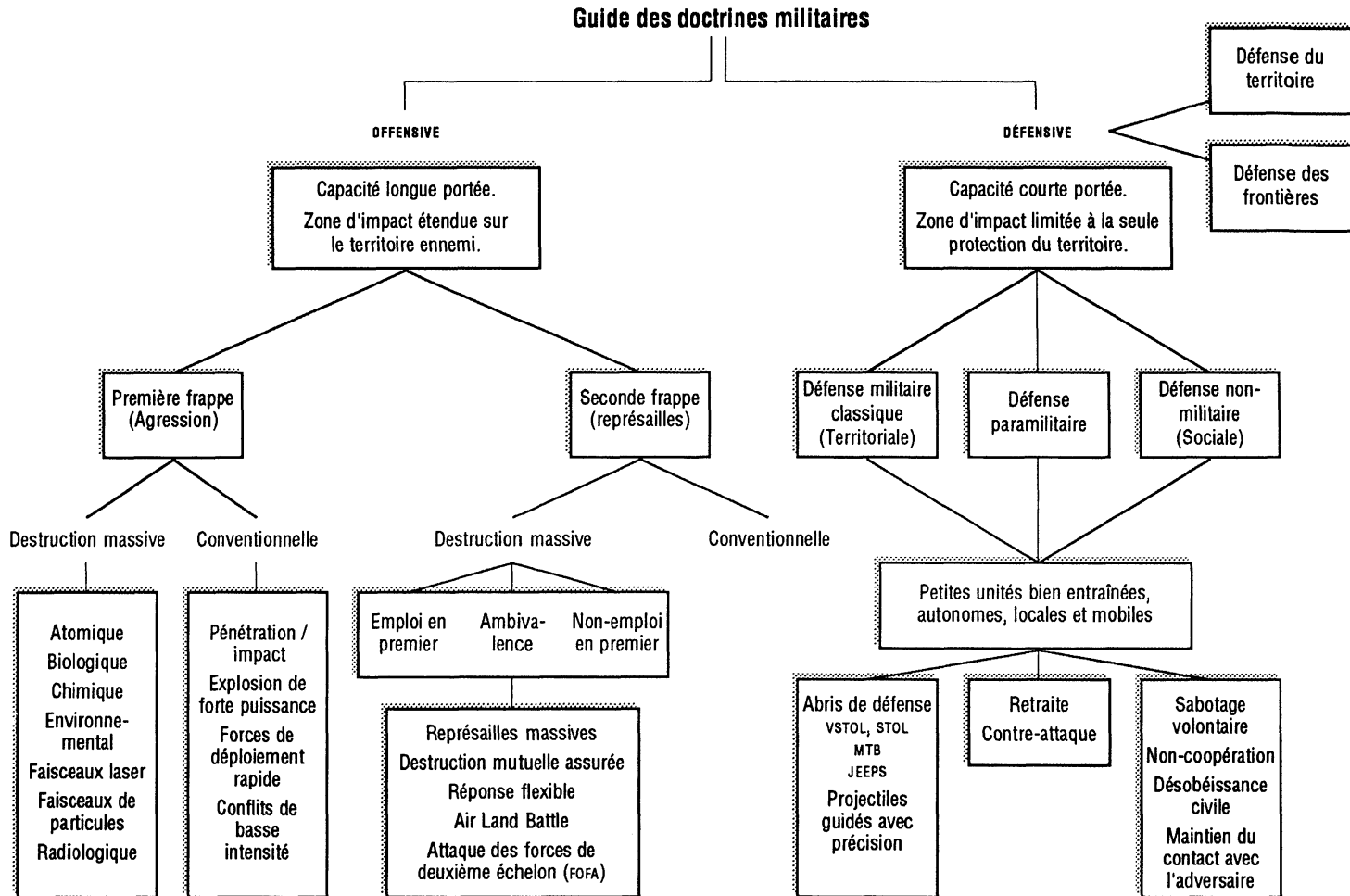
1. Pour les possibles usages offensifs de l'IDS (Guerre des étoiles), voir Robert ENGLISH, «Reagan's Peace Shield Can Attack Too», *Washington Post*, 15 février 1987; William BROAD, «Antimissile Weapon Spurs Debate on Potential for Offensive Strikes», *New York Times*, 22 février 1987; Johan GALTUNG, «The Real Star Wars Threat», *The Nation*, 28 février 1987, pp. 248-249; T. TAYLON, «Third-Generation Nuclear Weapons», *Scientific American*, avril 1987, pp. 30-39.

Le lecteur trouvera, dans les pages qui suivent, un guide sur les doctrines militaires (voir aussi notre tableau récapitulatif). Une distinction fondamentale doit immédiatement être faite entre les doctrines militaires offensives et défensives. Il est à noter que cette distinction repose sur la capacité et non sur l'intention. C'est le domaine du possible qui importe et non les déclarations sur la mission des systèmes d'armes. La capacité ne peut changer que lentement alors que les motivations peuvent varier d'un moment à l'autre; les motivations ont tendance à suivre la capacité, pas réciproquement uniquement.

Cette distinction est basée sur la portée des armes et la dimension de la zone d'impact. La doctrine offensive typique s'appuierait sur une capacité à longue portée et sur une zone d'impact étendue, à l'instar des bombardiers à long et moyen rayon d'action intercontinentaux et de théâtre, des sous-marins et missiles balistiques et de croisière, terrestres, aériens ou maritimes (on peut même y ajouter les missiles spatiaux). Les ogives nucléaires transportées par ces fusées ont souvent une zone d'impact très large. Si ces systèmes ont une grande précision, non pas dans le sens d'atteindre l'objectif visé mais d'avoir un effet destructeur très limité, on pourrait alors les qualifier de systèmes d'interdiction. Dans ce cas, on les classerait dans une zone floue entre les systèmes offensifs et les systèmes défensifs.

Parallèlement, il y a les systèmes d'armes défensives basés sur une capacité à courte portée et dotés d'un impact limité. Comparativement au système d'armes offensives, qui lui est manifestement destiné à la destruction du territoire adverse, les armes défensives servent à l'autodéfense du territoire. Ces deux systèmes sont dissuasifs, au sens de prévenir une attaque ennemie. Toutefois, les systèmes offensifs soulèvent une question: comment le camp adverse peut-il savoir que ceux-ci servent uniquement à dissuader? La capacité dissuasive peut servir à exercer des représailles lors d'une seconde frappe, mais elle peut aussi être utilisée dans une première frappe d'une manière agressive. Par définition, et c'est là le point crucial, on ne peut utiliser les armes à courte portée que pour l'autodéfense. Les doctrines défensives s'appuieraient sur cette formule et exclueraient les armes de destruction massive parce que trop destructrices.

Tel que mentionné auparavant, il existe une zone d'incertitudes entre le système défensif et le système offensif. Lorsque les canons antiaériens ou les systèmes antimissiles sont pointés vers le ciel, on suppose manifestement que c'est pour défendre l'espace aérien (et peut-être pour protéger l'espace terrestre contre les bombes ou les ogives transportées par les avions ou les missiles). Cependant, lorsque leur axe est abaissé et qu'on les monte sur un engin-porteur à grand rayon d'action (train, navire...), les mêmes canons deviennent alors des armes offensives. Cette zone d'incertitudes n'est rien de côté du dilemme qui existe entre les systèmes d'armes de première et de seconde frappe, où aucun critère précis ne détermine ce qui constitue réellement chacune des catégories. Les mêmes systèmes peuvent s'inscrire dans chacune de celles-ci et c'est ce problème de distinction qui est à l'origine de la course aux armements.



Une autre catégorie, liée aux doctrines militaires défensives, touche les systèmes d'armes ayant une capacité de courte portée mais une zone d'impact étendue. Il s'agit par exemple des mines terrestres nucléaires (cette catégorie ne figure pas sur le tableau). En cas de situation grave, on pourrait les utiliser comme des armes défensives. Toutefois, elles pourraient bien être considérées comme des erreurs intellectuelles pouvant causer plus de pertes, au pays qui y recourrait, que de satisfaction sur le plan de l'autodéfense. La non-utilisation de ces armes n'est pas une mesure de désarmement mais plutôt la correction d'une erreur.

Un autre point doit être bien compris avant de poursuivre notre analyse. Il s'agit de la distinction entre défense frontalière et défense territoriale inscrite sur la partie droite du tableau.² La première est une tentative de contenir l'ennemi à la frontière. En tant que doctrine militaire, ce système a disparu avec la ligne Maginot que la France avait établie pour se défendre contre l'Allemagne en 1940. Les armées hitlériennes l'ont contournée et, même si cela n'avait pas été le cas, les parachutistes, la marine allemande ou les deux l'auraient fait. Même si le territoire français avait été impénétrable, la doctrine militaire aurait été irrationnelle en plus d'être exagérément coûteuse. L'ennemi veut non seulement traverser la frontière, mais aussi occuper et utiliser les ressources économiques, politiques, sociales et culturelles du pays (c'est-à-dire imposer ses propres valeurs), après l'avoir occupé militairement. L'élaboration d'une doctrine défensive plus rationnelle doit considérer cette logique militaire comme point de départ conceptuel. Non seulement doit-on faire en sorte que l'occupation soit difficile à réaliser, sinon à maintenir, mais on doit également priver l'ennemi de tout avantage économique, politique, social ou culturel. Il est nécessaire d'envisager, dès lors, une défense en profondeur pour parvenir à une guerre d'usure que tenteraient à tout prix d'éviter la plupart des grandes puissances.

En examinant la partie inférieure gauche du tableau, nous retrouvons une différence entre les doctrines de première frappe (agression) et celle de seconde frappe (représailles). Aucun pays, de nos jours, n'admet posséder une doctrine militaire offensive de première frappe à caractère agressif. Tous prétendent, du moins, que leur capacité militaire obéit à des objectifs de défense. Mais malgré tout, une doctrine offensive de première frappe est logique. Un vieil adage affirme que «l'attaque constitue la meilleure défense»; aujourd'hui, on parle d'attaque préemptive. En fait, il existe un continuum entre la première et la seconde frappe, non seulement sur le plan de la capacité mais aussi par rapport aux motifs qui sous-tendent cette capacité. Ce n'est pas uniquement l'ennemi qui éprouvera de la difficulté à déterminer si la capacité est destinée à la première frappe (agression) ou à la seconde frappe (représailles). Ceux qui détiennent cette capacité peuvent avoir les mêmes difficultés, au point de rendre leur position militaire assez ambiguë.

La distinction entre la capacité de première et de seconde frappe concerne les armes de destruction massive, autant que les armes classiques. Cette division

2. Il est possible, cependant, que ce qui se trouve à droite du tableau soit plus à gauche sur le plan politique, et vice versa!

présentée sur le tableau est relativement bien connue; à noter que les faisceaux laser et les faisceaux de particules figurent désormais dans la catégorie des armes offensives de destruction massive. Les «forces de déploiement rapide» et les «conflits de basse intensité» qui sont deux exemples de systèmes offensifs de première frappe, peuvent également y être ajoutés.³

Les doctrines militaires, qui appartiennent habituellement à la rubrique des systèmes offensifs, peuvent toutefois être considérées comme des doctrines de seconde frappe. La subdivision en trois catégories, sous la rubrique emploi des armes de destruction massive («Emploi en premier», «Ambivalence» et «Non-emploi en premier»), reflète une dimension très importante de l'analyse des doctrines militaires. Il est bien connu que la position officielle soviétique consiste à ne pas être les premiers à agir (c'est-à-dire à utiliser des armes de destruction massive de manière prématurée). Les États-Unis et l'OTAN, quant à eux, ne sont en faveur ni de l'option «emploi en premier» ni de celle «non-emploi en premier» mais plutôt pour l'ambivalence. Ici on tergiverse: pas de restrictions au préalable, encore moins de marchandage avec l'ennemi, du genre «si vous attaquez seulement avec des armes classiques, nous ne réagirons qu'avec des armes classiques».

Quatre grandes doctrines militaires, comportant chacune des éléments nucléaires⁴, sont énumérées sous cette rubrique: les représailles massives, la destruction mutuelle assurée, la réponse flexible (cette doctrine est un peu plus classique étant donné que la flexibilité, dont il est question ici, consiste à réagir avec des armes de destruction massive ou des armes classiques selon la nature de l'attaque), et enfin l'*Air Land Battle*⁵ (cette dernière regroupant l'aviation et l'armée de terre utilisées de manière offensive à l'intérieur du territoire ennemi).⁶ Le dernier point, «l'attaque des forces de deuxième échelon (FOFA)» n'est pas un concept nécessairement nucléaire.

Si l'on revient maintenant à la partie droite du tableau, on constate que les doctrines militaires défensives sont plus étoffées. On y retrouve la subdivision tripartite habituelle: défense militaire classique, défense paramilitaire et la

3. Ces deux systèmes, à l'instar d'un bon nombre de catégories figurant sur le tableau, ne s'excluent pas mutuellement; les forces de déploiement rapide pourraient bien servir à déclencher un conflit de basse intensité.

4. Pour une analyse des changements en matière de stratégie nucléaire, voir Lawrence FREEDMAN, *The Evolution of Nuclear Strategy*, New York, St. Martin's Press, 1981, p. 246 pour la destruction mutuelle assurée (1964), p. 285 pour la réponse flexible (1967) – L'insistance de McNamara afin que toutes les décisions concernant le secteur nucléaire soient prises à Washington était inadmissible pour de Gaulle – et p. 378 pour l'«*Escalation dominance*» de J. SCHLESINGER. (Dans le domaine nucléaire, cette catégorie, qui n'est pas entrée dans le vocabulaire officiel, ne figure pas sur le tableau).

5. Pour ce qui est de la *Air Land Battle*, voir Randolph NAKUTTA, *Militärpolitik Dokumentation*, Helf 34/35, Francfort, Haag/Herchen, 1983. Voir aussi p. 6, pour un bref résumé des doctrines militaires en général.

6. À l'heure actuelle, on peut dire que l'OTAN et l'Union soviétique ont des doctrines de ce genre, ce qui ferait de l'Europe orientale un terrain de bataille désigné, selon un consensus sous-jacent nettement inacceptable pour les pays de l'Est européen.

défense non-militaire.⁷ Tous ces systèmes de défense couvrent l'ensemble du territoire national et font appel à de petites unités bien entraînées, autonomes, locales et mobiles. La frontière y est moins essentielle, car la sécurité est définie non seulement en fonction d'un territoire géographiquement exempt d'ennemis, mais aussi en fonction de la capacité de ce dernier de résister à toute tentative d'exploitation humaine ou matérielle imposée par une volonté extérieure. À cet effet, il existe une répartition des tâches entre les forces militaires classiques, d'orientation plus géographique, et les forces de défense non-militaire, d'orientation plus sociale qui ont recours, non seulement au sabotage volontaire du matériel, mais également à une non-coopération massive, voire une désobéissance civile généralisée. Ces forces maintiennent, toutefois, le contact avec l'ennemi et entreprennent une action constructive qui favorise le maintien de la structure sociale du pays autant que possible.

La défense militaire classique soutiendrait ces mesures grâce à des abris dispersés sur l'ensemble du territoire, des avions à décollage et à atterrissage vertical ou court (VSTOL, STOL), des vedettes lance-torpilles et des jeeps. Tous ces équipements serviraient de plates-formes de lancement pour les armes guidées avec précision (fusées ou roquettes à courte portée dotées d'un dispositif d'autoguidage passif ou actif ou les deux). Il ne fait aucun doute que les récentes innovations techniques dans ce domaine confèrent dorénavant plus d'importance à ce type particulier de défense.

La défense paramilitaire, quant à elle, est intermédiaire. Celle-ci repose sur la stratégie bien connue qui consiste à effectuer un repli quand l'ennemi attaque, et à attaquer lorsque celui-ci se replie. Notons, cependant, que les forces paramilitaires peuvent ne pas forcément se différencier de la défense militaire classique. De même, elles peuvent avoir une fonction sociale qui, bien enracinée dans leur société locale, n'est pas très éloignée de la défense non-militaire.

On peut, dès lors, établir une différence dans la structure des deux grands types de doctrines militaires figurant sur le tableau. Les deux subdivisions des doctrines offensives (première frappe, seconde frappe) s'excluent, dans un sens, mutuellement. On ne peut avoir les deux à la fois. Une position de seconde frappe efficace et viable exclut la première frappe. Mais les subdivisions de la partie dite défensive du tableau (défense classique, défense paramilitaire et défense non-militaire) ne s'excluent pas mutuellement, même si des tentatives sont faites dans ce sens. De nombreuses personnes (pacifistes et non-pacifistes), considèrent que la défense non-militaire exclut les deux autres types de défense, sinon les mécanismes socio-psychologiques de la non-violence ne peuvent pas fonctionner. Cela n'est pas nécessairement le cas comme en témoigne, dans une

7. Pour plus de détails, voir Johan GALTUNG, *There Are Alternatives*, Nottingham, Spokeman, 1984 (publié également en allemand, néerlandais, norvégien, suédois, italien, espagnol, japonais), chap. 5, et plus particulièrement les sections 5.1 et 5.2 (paru également sous forme d'article, «Transarmament: from Offensive to Defensive Defense», *Journal of Peace Research*, vol. 21, n° 2, 1984, pp. 127-139, avec des références à certaines publications antérieures sur la question). La plupart de ces publications mettent toutefois l'accent sur la défense militaire classique, tout en excluant la défense paramilitaire et non-militaire.

large mesure, la guerre du Vietnam où les Vietnamiens ont eu recours à ces trois systèmes de défense, y compris l'auto-immolation des moines bouddhistes (cas extrême de défense non-militaire). On pourrait plutôt penser à une combinaison des trois systèmes qui se compléteraient mutuellement, après l'attaque, à des lieux et moments distincts pour des fonctions sociales différentes.⁸

Il existe ensuite une autre distinction entre les forces militaires classiques et les forces paramilitaires. Les premières sont légales selon les lois de la guerre, les secondes illégales. S'il ne s'agit que du port d'armes et d'uniformes, les forces paramilitaires peuvent le faire. Elles pourraient toutefois préférer, comme les forces militaires classiques, éviter de s'exposer ouvertement aux attaques ennemies; autrement dit bien se cacher. La dichotomie entre force militaire classique et paramilitaire (franc-tireurs – guérilla) est artificielle et essentiellement intégrée dans les lois de la guerre afin de protéger les forces d'occupation, c'est-à-dire les grandes puissances.⁹ Il serait dans l'intérêt des petites puissances de dépasser cette distinction, étant donné que les faibles ne peuvent assurer leur défense qu'en étant dispersés et imprévisibles. Et ce n'est qu'en organisant à l'avance ce type de défense que le système de défense non provocante* peut dissuader de façon crédible.

Compte tenu du développement de la littérature sur le concept de système de défense non provocante, au cours des dernières années, tout le discours sur les questions militaires s'est considérablement enrichi.¹⁰ Il n'y a pas longtemps, il n'existait que deux positions: d'un côté une majorité se déclarant en faveur des systèmes nucléaires offensifs; au sein de celle-ci, une grande part optant de façon évidente pour la seconde frappe (cependant, on peut dire qu'il y a toujours eu une minorité qui a cru au concept d'attaque préemptive), de l'autre côté, une minorité profondément opposée à la course aux armements en général, et aux armes nucléaires en particulier, militant pour un désarmement nucléaire unilatéral. Le point faible de cette position devenait apparent lorsque l'on demandait aux adeptes de cette position: «Et après, qu'arriverait-il?». Le fait d'insister sur la

8. Pour plus de détails sur une approche non-militaire, voir Gene SHARP, *Making Europe Inconquerable: The Potential of Civilian-Based Deterrence and Defense*, New York, Ballinger, 1985, ouvrage analysé de façon très positive par George KENNAN, «A New Philosophy of Defense», *New York Review of Books*, 13 février 1986 (une philosophie qui n'est pas si nouvelle que cela, même si elle l'est pour KENNAN). G. SHARP traite de la possibilité de combiner les systèmes de défense non-militaire et militaire.

9. Qui d'autre serait en mesure d'occuper un pays? Il y a quelque chose de féodal dans tout ce concept: la souveraineté, une fois établie, ne peut être contestée, sauf dans les conditions définies par les suzerains.

* N.D.L.R. Le concept de *Defense Defensive* peut, en français, être traduit par défense non provocante ou défense non offensive. Nous avons choisi ces deux synonymes qui renvoient au même concept que l'auteur utilise, c'est-à-dire les systèmes de défense défensive.

10. Par conséquent, le discours officiel tenu dans l'Ouest, dominé par les États-Unis, est encore limité à la partie gauche (mais à droite politiquement) du tableau des doctrines, quoique le discours officiel est moins monopolistique qu'auparavant. La réalisation du mouvement pacifiste, au début des années 1980, n'a pas été de provoquer la prise d'une décision politique concrète quelconque, par exemple au sujet du déploiement des euromissiles, mais de modifier la pensée et le discours concernant les affaires qui touchent la sécurité.

différence entre armes nucléaires et armes classiques empêchait les groupes opposés aux armes nucléaires de percevoir la distinction, beaucoup plus fondamentale, entre les doctrines et les systèmes d'armements offensifs et défensifs. Tenter de comparer les missiles à longue portée aux bombardiers classiques à long rayon d'action ne semble pas avoir beaucoup de sens. Les adeptes du désarmement nucléaire unilatéral ont donc été amenés à étudier une nouvelle position: la défense non-militaire. Bien sûr, cela n'était pas seulement attribuable au manque d'insistance sur le débat entourant les défenses non provocantes, mais aussi au fait que la position anti-nucléaire découlait, dans une certaine mesure, de l'antimilitarisme en général.

Aussi compréhensible que puisse être cette position, elle n'est cependant pas celle de la majorité au sein des pays européens. Celle-ci est en faveur de la défense militaire et de l'OTAN, mais elle est contre les armes nucléaires en général et, plus particulièrement, s'oppose à la politique militaire américaine en matière de stratégie nucléaire.¹¹

La défense non offensive comble l'écart entre les positions extrêmes. Elle offre aussi un certain nombre de combinaisons différentes. Si l'on adopte la position pacifiste comme point de départ, les partisans de la défense non-militaire pourraient alors trouver intéressant l'apport de la défense paramilitaire et de la défense militaire classique. Celles-ci peuvent ne pas être provocantes et proposer des moyens de défense à la majorité de la population qui demeure sceptique face à l'option pacifiste de la défense non-militaire. De ce fait, de nouvelles alliances politiques sont possibles.¹²

À partir des positions de défense militaire classique, on pourrait développer des alternatives pour inclure la défense paramilitaire et créer une ouverture à la défense non-militaire, en tant que défense contre l'occupation, assurée par des civils. En fait, il serait difficile de ne pas prendre cette possibilité en considération comme élément supplémentaire d'une position de défense non provocante. Le conservatisme intellectuel et, peut-être, la crainte des militaires de

11. De façon très approximative, les sondages d'opinion tendent à montrer qu'environ deux tiers de la population est en faveur de l'OTAN, dans les cinq pays qui entretiennent des forces nucléaires (ce qui ne veut pas dire que le tiers de la population s'y oppose), et environ la même proportion voit d'un œil sceptique les politiques nucléaires des États-Unis, ce qui ne signifie pas que le tiers soit en faveur de ces politiques.

12. Si l'on examine le tableau des doctrines militaires, trois alliances politiques possibles apparaissent: pacifiste avec un système militaire défensif classique (d'une manière générale en Allemagne les Verts et les sociaux-démocrates de la gauche au centre); la défense classique et l'offensive classique sont contre toutes les armes de destruction massive mais sont cependant peu sensibles à la distinction système défensif/système offensif (en Allemagne, le centre du SPD avec le FDP); la défense classique possède une doctrine nettement axée sur le non-emploi en premier des armes nucléaires ou autres armes de destruction massive (l'extrême FDP au sein du CDU). Autrement dit, le discours doctrinal peut avoir un impact considérable sur la politique militaire en comblant le vide conceptuel. Un discours discontinu isole les «extrémistes». Quant aux sociaux-démocrates qui sont traditionnellement au centre, cette situation est bien meilleure pour une politique concrète.

confier une tâche trop importante de défense contre l'occupation au secteur civil (et aux objecteurs de conscience) pourraient constituer les principaux motifs de s'en abstenir.¹³

Les partisans de la défense classique pourraient être tentés d'emprunter à la défense non offensive certains concepts, au mépris de l'intégrité de cette approche. Il est possible de trouver des arguments en faveur de la défense classique, en général, lorsqu'on se fonde sur la notion de défense d'interdiction qui, il faut le reconnaître, se trouve à la ligne de démarcation entre les systèmes offensifs et défensifs. Celui qui s'intéresse à ce genre de défense pourra souhaiter l'absence d'armes de destruction massive, mais l'emploi d'armes à capacité de première frappe dont la portée dépasse largement le territoire national.

En d'autres mots, la gamme de choix possibles est considérable et il existe un certain nombre de combinaisons de doctrines distinctes. La question fondamentale est de savoir quelle doctrine est la meilleure. Comme d'habitude, il s'agit d'évaluer les conséquences. D'une manière générale, il est possible de résumer les arguments en laissant de côté l'aspect le plus évident militant contre une guerre menée avec des systèmes offensifs, à savoir que celle-ci serait suicidaire pour les deux parties.¹⁴

Un facteur très important milite en faveur des doctrines militaires défensives: la défense non offensive n'est pas provocante.¹⁵ Le pays ne peut attaquer parce que cela lui est «structurellement impossible», selon l'expression utilisée par le parti social-démocrate allemand.¹⁶ Par conséquent, quelles que soient les tensions qui pourraient exister sur le plan des relations internationales, elles ne pourraient pas provenir du potentiel offensif du pays. S'il devait y avoir une

13. Le traitement infligé aux objecteurs de conscience est un problème particulièrement important en Suisse. Un système de défense non offensif comme celui de la Yougoslavie pourrait convenir à cet effet. Il y a la GDP (Défense Populaire Générale) créée en 1957 et 1958. Elle est divisée en 260 000 forces d'élites de la YPA (Armée Populaire Yougoslave) et d'un million de membres des TDF (Forces de Défense Territoriale) — «citoyens ordinaires organisés dans les plus grandes usines dans les communautés urbaines et rurales, à l'échelle de diverses républiques fédérales». Cf., E. ALTERMAN, «Central Europe: Misperceived Threats and Unforeseen Dangers», *World policy*, 1985, pp. 681-709, voir p. 691 pour la citation. Il est évident que le système des forces de défense territoriale (TDF) pourrait convenir aux objecteurs de conscience.

14. Pour plus de détails voir Johan GALTUNG, *Environment, development and military activity*, Oslo, Universitetsforlaget, 1982.

15. Le système de défense à vocation défensive ne diminue la sécurité de personne, puisqu'il ne peut être orienté d'une manière efficace contre le territoire de qui que ce soit d'autre. Cependant, ce système provoque celui dont les objectifs extra-territoriaux sont contrecarrés. Dans le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui, une position offensive est plus classique; une position défensive comporte un double message: «je ne vais attaquer personne» et «je ne suis pas très sûr de ce que feront les autres». Le désarmement unilatéral ne renferme pas ce deuxième message.

16. «Strukturelle Nichtangriffsfähigkeit».

course aux armements, celle-ci serait stimulée par des forces étatiques internes assez fortes, plutôt que par l'interaction entre les pays qui appliquent la politique de défense non offensive.¹⁷

La capacité de défense réelle en cas d'attaque constitue un sérieux argument en faveur de la doctrine de défense non offensive. Le pays qui appliquerait une telle doctrine poserait un défi considérable à un ennemi qui aurait décidé de l'occuper. Il se pourrait que ce soit, dans une large mesure, la réputation, de résistance inébranlable, acquise au cours de la Deuxième Guerre mondiale par la Yougoslavie, l'Albanie et la Pologne qui ait dissuadé l'URSS d'intervenir à leurs dépens, respectivement en 1948, 1960 et 1980-1981. En fait, la Yougoslavie et l'Albanie ont été les seuls pays européens (à l'exception de l'URSS), capables de se libérer eux-mêmes. La Pologne aurait probablement pu le faire, n'eût été la trahison de Staline aux portes de Varsovie en 1944. On estime que les deux autres pays envahis par l'Union soviétique (la Hongrie en 1956 et la Tchécoslovaquie en 1968), ont acquis la réputation, suite à la Seconde Guerre mondiale, de pays incapables de se défendre eux-mêmes et ayant peu contribué à la libération de leur propre pays.¹⁸

L'argument contre la défense non offensive se résume par son incapacité d'exercer des représailles. Le pays pourrait être la cible de chantage, de menaces de la part de l'État disposant d'armes offensives. Il s'agirait aussi d'armes classiques, pas nécessairement des armes de destruction massive. C'est là un point important. La meilleure façon de le contrer n'est pas d'ignorer que cela pourrait arriver, mais plutôt de reconnaître l'éventualité d'un tel phénomène et travailler en vue de transformer les doctrines militaires.

En contrepartie, l'argument qui s'oppose aux doctrines militaires offensives, parce qu'elles n'offrent que l'option d'une guerre totale, devrait être pris en considération. Les systèmes militaires, qui découlent de ces doctrines, ne sont pas vraiment valables pour la défense en temps d'occupation. En fait, si ce genre de système militaire était vaincu, il n'y aurait probablement pas de défense de seconde ligne, et le pays capitulerait. En conséquence, la tentation de briser la première ligne de défense, avec une première frappe, pourrait être considérable, l'ennemi sachant qu'il serait récompensé, après cette action, si le pays ne

17. La Suisse ne provoque personne. Cependant, voir ce qui est indiqué au numéro 15 ci-dessus. Pour une excellente analyse de l'origine de la doctrine militaire particulière de la Suisse, voir Jacques FREYMOND, «Switzerland's Position in the World Peace Structure», *Political Science Quarterly*, 1952, pp. 521-533.

18. Bien sûr, une grande puissance comme l'Allemagne, l'Asie, l'Union soviétique ou les États-Unis peut envahir de nombreux autres pays et se rendre maître de leur système de défense. Mais, heureusement, ce n'est pas tout. Aucune puissance, et encore moins une superpuissance, ne veut se laisser entraîner pendant des semaines, des mois, voire des années, dans une guerre prolongée, sans victoire nette en vue, dans un délai acceptable. Cela n'est pas tant à cause des pertes humaines et matérielles qu'à cause de la perte de prestige. La Tchécoslovaquie en 1968 et la Grenade en 1983 représentent ce que les superpuissances préfèrent, certainement pas le Vietnam et l'Afghanistan. La théorie de la dissuasion repose donc davantage sur la capacité de soutenir la défense, que sur l'expulsion de l'envahisseur. Cela s'applique aussi à tous les rapports entre grandes et petites puissances

possédait qu'une défense frontalière. Tel n'est pas le cas dans un pays doté d'un système de défense non offensive où la première ligne de défense (la frontière) serait probablement facilement brisée, mais où la résistance deviendrait de plus en plus vive, après cette première étape.

De plus, étant donné qu'il n'existe aucun critère permettant de distinguer une capacité de première frappe de celle de seconde frappe, tout adversaire, présent ou futur, pourrait douter des intentions de l'autre et, de ce fait, préférer se munir lui-même d'une capacité offensive de seconde frappe dans le but d'exercer des représailles. Il en résulte, bien sûr, une course aux armements.¹⁹

On pourrait ajouter à cela que le système offensif est plus coûteux que le système défensif et qu'il est moins apte à fournir des emplois en période de chômage. Une résistance militaire défensive s'appuierait sur des installations militaires beaucoup plus simples qui, de par leur nature même, seraient orientées vers une utilisation intensive de la main-d'œuvre, reposeraient sur la capacité de production nationale et seraient moins coûteuses.²⁰

Qu'en est-il du degré de militarisation d'un peuple? On peut dire que les doctrines offensives ne misent pas beaucoup sur l'enrégimentation de la population. Les systèmes offensifs exigent beaucoup de capitaux et de recherche. Ils nécessitent également une main-d'œuvre hautement qualifiée, coupée du reste de la société (mais qui, à ce titre, constitue aussi un danger, dans la mesure où elle est susceptible d'avoir ses propres intérêts). Par contre, les systèmes militaires défensifs sont basés sur des soldats-citoyens dont la volonté de résistance sera plus grande que dans le cas d'une doctrine offensive.

En définitive, cette analyse montre bien l'avantage des doctrines militaires défensives. C'est parce que les systèmes militaires deviennent eux-mêmes une cause principale des guerres que l'on peut arriver à cette conclusion. Tout doit être fait pour créer une ambiance internationale capable de réduire les tensions en général, de sorte que l'on puisse appliquer des politiques modérées et non

19. Il y en a d'autres, comme le fait que les superpuissances doivent être plus fortes que les membres de l'Alliance, à titre de symbole de leur supériorité politique; la nécessité d'être fort, en tant que devoir d'un «peuple choisi», pour projeter son leadership; les pressions économiques exercées de l'intérieur et l'extérieur, non seulement pour le bénéfice de sociétés, pour avoir quelque chose à réattribuer dans les fonds fédéraux et pour tirer profit de la course aux armements, mais aussi soutenir la devise nationale en projetant une image de force.

20. Une comparaison des dépenses militaires des pays neutres et de l'OTAN en Europe fait ressortir ce point dans une certaine mesure. En 1985, les six pays neutres (l'Autriche, la Finlande, l'Irlande, la Suède, la Suisse et la Yougoslavie) avaient des dépenses moyennes de 208\$ par habitant, alors que pour ce qui est de l'OTAN-Europe, ces dépenses étaient de 371\$ et, pour l'ensemble de l'OTAN, de 557\$ (à cause des dépenses militaires très élevées des États-Unis). On peut objecter que cela est dû au fait que les pays sont très petits. Mais leurs dépenses militaires au kilomètre carré étaient de 8,9 contre 42,5 pour l'OTAN-Europe et de 14,7 pour l'ensemble de l'OTAN (en partie à cause de la taille du Canada). La mesure dans laquelle ces pays disposent d'un système suffisant de défense à vocation défensive est toutefois une question dont il faut discuter. Voir Vicenc FISAS ARMENGOL, «Los gastos militares en los países neutrales», *EL PAIS*, 30 août 1986.

agressives. Pour ce faire, une doctrine militaire défensive ne peut être une condition suffisante, mais s'avère être une condition nécessaire. Dans l'état actuel des choses, lorsque les grandes puissances appliquent des doctrines militaires offensives, on obtient exactement ce que l'on voit de nos jours: la peur, l'anxiété et des efforts pour justifier les armements que l'on possède par une description négative de l'ennemi. Pourquoi ces conditions ne changeraient-elles pas lorsque l'on sait que la logique de tout ce jeu s'explique essentiellement par l'existence de telles doctrines.

II - Le choix d'une doctrine militaire

Certains pays sont plus portés vers l'offensive et d'autres vers les doctrines militaires défensives. Ces tendances ne sont pas nécessairement l'objet d'un choix conscient et rationnel. Ou elles émanent d'une structure sociale quelconque, ou elles sont imposées de l'extérieur par des voisins puissants très dangereux ou trop bien intentionnés. Voici une liste des facteurs qui devraient être pris en considération dans l'évaluation de la doctrine militaire d'un pays.

Premièrement, dans quelle mesure un pays peut-il être envahi pour des raisons économiques, politiques, sociales ou culturelles et non dans un but de destruction de sa capacité militaire? Les États-Unis, par exemple, ne peuvent pas être envahis dans ce but. Ceux-ci possèdent quatre principaux moyens de défense non offensive: l'océan Atlantique, l'océan Pacifique, le Mexique, rendu relativement inoffensif depuis l'annexion d'une partie de son territoire par les États-Unis entre 1846 et 1848, et le Canada qui connaît le même sort à cause de la mainmise américaine sur son économie. L'invasion ne serait possible que par voie aérienne, et pour des raisons militaires uniquement, et non pour les quatre raisons auparavant évoquées. On a tenté, sans succès, dans la série télévisée *Amerika*, de rendre plausible l'idée d'une invasion soviétique. De même, l'agent par l'entremise duquel l'invasion et l'occupation ont été réalisées, l'ONU, n'a pas non plus convaincu les spectateurs. La série a été un échec.

L'Union soviétique, par contre, a été envahie à plusieurs reprises au cours de son histoire, notamment en 1941, par les forces hitlériennes, dans le cadre de l'opération Barberousse. Pour cette raison, penser en termes de défense non offensive serait plus facile pour l'Union soviétique que pour les États-Unis.

D'un autre côté, si l'on considère un petit pays comme la Suisse, qui, jusqu'en 1918, était entouré par quatre grandes puissances européennes (l'Allemagne, la France, l'Italie et l'Empire austro-hongrois), on voit que ce pays pouvait être l'objet d'une attaque, d'une invasion, ou même d'une occupation. Étant donné que la Suisse est composée essentiellement de populations d'expression allemande, française et italienne, les grandes puissances avoisinantes comptaient dans ce pays certains de leurs ressortissants. La solution évidente à ce problème était la voie de la neutralité puisque toute position, en faveur de l'un ou l'autre

groupe, aurait divisé cette petite nation.²¹ Par ailleurs, rien dans la tradition historique européenne ne laisse penser que ces pays se seraient trouvés dans le même camp. Seule la Guerre froide a cristallisé l'Europe occidentale, de telle sorte que l'Allemagne de l'Ouest, la France et l'Italie sont devenues membre de la même alliance. De même, il était manifestement dans l'intérêt de la Suisse de ne pas être en possession d'armes provocatrices susceptibles de servir de prétexte à une attaque préemptive,²² d'où le choix d'un système de défense non offensive. La naissance du système de la célèbre armée suisse supposait un niveau élevé de mobilisation sociale, voire de militarisation. Pour cette raison, il ne fallait probablement pas s'attendre à ce que la défense non-militaire ait une place importante dans la doctrine militaire (bien que la milice, elle, joue un rôle important). La dissuasion défensive a cependant fonctionné et l'expérience démontre au moins cette hypothèse.²³

Deuxièmement, le pays peut-il se servir de ses forces militaires pour attaquer les autres de manière agressive? Dans la mesure où cela est possible, il est évident que la pensée militaire aurait tendance à favoriser la doctrine de l'offensive (comme on a pu le constater en lisant le chapitre précédent). Si, au cours de son histoire, un pays a utilisé avec succès ses forces militaires d'une manière offensive il aura tendance à en faire une tradition, voire un culte honorable. La tendance sera d'interpréter le remplacement d'une doctrine militaire offensive par une doctrine défensive comme une espèce d'affaiblissement. Il est possible que le pays ait également une «caste de guerriers» très influente et d'une importance considérable pour qui une guerre est loin d'être le pire des maux.

La Suisse possède une telle «caste», mais celle-ci n'a pas une tradition d'expansion par agression. Parmi les pays neutres ou non-alignés de l'Europe, on ne peut dire que la Finlande et la Yougoslavie aient une quelconque tradition expansionniste. Par contre, la Suède et l'Autriche la possèdent, de même que ce qu'on pourrait appeler une «caste de guerriers» c'est-à-dire des familles ayant une longue tradition militaire. Par conséquent, lorsque la Suède et l'Autriche optent pour une doctrine militaire défensive, ces pays s'imposent plus de contraintes que les trois autres pays naturellement portés vers ce choix. On devrait donc surveiller toute augmentation de la portée de leurs systèmes d'armements.²⁴

21. Cette thèse est soutenue de façon très énergique par Jacques FREYMOND, *op. cit.*, p. 527.

22. Selon Dieter FISCHER, une façon pour les Suisses (et aussi les Suédois) de ne pas provoquer les Allemands, durant la Deuxième Guerre mondiale, a été de ne pas posséder de bombardiers à grand rayon d'action.

23. Comme le dit Jacques FREYMOND: «Par conséquent, après avoir vu le démembrement de l'empire autrichien, après avoir traversé sans encombre deux guerres mondiales au cours desquelles l'Allemagne a été détruite et la France et l'Italie ont été gravement endommagées, ils ne peuvent s'empêcher d'avoir le sentiment d'avoir réussi», *op. cit.*, p. 526.

24. Un point particulièrement important au sujet des chasseurs-bombardiers suédois et des missiles autrichiens – dans ce dernier cas, compte tenu de l'emplacement de l'Autriche, qui fait frontière avec deux pays de l'OTAN, deux pays neutres et deux pays du pacte de Varsovie.

Les États-Unis et l'Union soviétique ont tous deux des traditions d'expansion par agression, facilement observable par la comparaison des cartes couvrant les deux cents ans d'histoire américaine et les mille ans de l'histoire russe. Tous les deux justifient leur expansion comme une «mission civilisatrice» à but défensif, afin de bénéficier d'une sécurité suffisante, derrière des frontières défendables, contre des forces hostiles. D'autres pourraient considérer cela comme des facteurs d'égale importance dans l'expansion et les prévisions de ces pays, en matière de gains économiques et politiques. Toutefois, et sans tenir compte de la manière avec laquelle cet objectif est atteint, on pourrait noter que les États-Unis, compte tenu des deux facteurs analysés jusqu'à maintenant, ont une tradition favorable aux doctrines militaires offensives. La position de l'URSS, par contre, est ambiguë. On peut prédire, à partir de cette constatation, qu'au moins les doctrines militaires défensives seraient examinées en Union soviétique plus qu'elles ne le seraient aux États-Unis.²⁵

Mais qu'en est-il des autres pays européens? La Pologne est probablement le seul pays en Europe orientale qui, au cours d'une partie de l'histoire actuelle, ait fait montre d'une tendance expansionniste et agressive. Cependant, des exemples foisonnent en Europe occidentale: l'Allemagne, la France, l'Italie (que l'on a déjà mentionnée), la Grande-Bretagne, la Belgique et les Pays-Bas. Tous ces pays étaient des puissances coloniales jusqu'à récemment (si l'on recule davantage la perspective historique, il serait difficile de trouver un seul pays sans tradition d'agression). On revient donc à la même conclusion: il serait plus facile pour les pays de l'Europe de l'Est, que pour ceux de l'Ouest, d'adopter des

25. De nombreux signes montrent que cela se produit aujourd'hui. Martin WALKER, du *Guardian*, peut-être le mieux renseigné des journalistes occidentaux en poste à Moscou, rapporte dans *The Guardian*, 18 février 1987, que les discussions entre le Maréchal Ogarkov (la victoire dans la guerre nucléaire demeure une «possibilité objective») et le Maréchal Ustinov (compter sur la victoire dans la guerre nucléaire est une folie) semblent s'être conclues en faveur de la position d'Ustinov. Selon WALKER, «un consensus a été obtenu au sein du gouvernement soviétique, consensus selon lequel non seulement une guerre nucléaire est impensable, mais qu'il faut repenser l'idée même d'une guerre comme moyen de poursuivre des politiques par d'autres moyens». Anders BOSERUP et Robert NEILD, «The Best Form of Defense is Real Defense», *International Herald Tribune*, 10 juillet 1987, vont un peu plus loin: «Ce qui est intéressant et nouveau c'est que depuis l'accession au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, l'Union soviétique et le pacte de Varsovie ont adopté les idées qui ont vu le jour à l'Ouest. M. Gorbatchev a publiquement déclaré que la doctrine des forces non-nucléaires du bloc de l'Est doit être défensive. Les pays du pacte de Varsovie ont déclaré en juin 1986 que c'était là leur position. Ensuite, à la fin du mois de mai 1987, ils ont proposé de tenir des consultations avec l'OTAN, à un niveau élevé, afin de comparer et d'analyser des doctrines militaires, et de veiller à ce que les doctrines des deux blocs reposent sur des principes défensifs». (Que l'on me permette d'ajouter cette note personnelle: en août 1983, à la dixième conférence de l'Association internationale de recherche pour la paix, un chercheur soviétique, très bien placé dans l'établissement des recherches de son pays, s'est entretenu avec moi de ces questions. Il s'est dit agacé par l'impasse avec l'Administration Reagan et m'a demandé ce que je conseillerais de faire. Et mon conseil a été ce qu'il est depuis de nombreuses années: analyser en profondeur l'idée de défenses alternatives en vue d'en arriver à un système de défense à vocation défensive et convoquer une conférence internationale sur les doctrines militaires. Il a tout de suite compris. Nul doute que de nombreuses autres personnes ont donné le même conseil. Mais ces mêmes points, mentionnés dans un cadre américain, ont tendance à échouer).

doctrines militaires défensives. Ces derniers, surtout la France et la Grande-Bretagne, devraient surmonter une grande partie de leurs traditions historiques respectives, comme en témoigne l'insistance que mettent ces deux pays à maintenir une force de dissuasion indépendante (elle est certainement offensive même si elle n'est pas agressive).

Toutefois, il est aussi clair que cela ne présenterait pas une grande difficulté pour des petits pays comme la Norvège, le Danemark (et bien entendu l'Islande!), la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, l'Irlande, l'Espagne et le Portugal. Ce sont plutôt les quatre grands pays de l'Europe de l'Ouest (l'Allemagne, la France, l'Italie et la Grande-Bretagne) qui devront surmonter d'énormes problèmes. Parallèlement, il faudrait remarquer que, chez deux de ces pays (l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne), les programmes des partis d'opposition les plus représentatifs contiennent maintenant la réduction des systèmes d'armes offensives et des mesures pour la création d'un système plus proche de la défense non provocante (le SPD en Allemagne fédérale²⁶ et le parti travailliste en Grande-Bretagne).²⁷ Sur le plan de la doctrine militaire défensive, compte tenu de la nouveauté de ces propositions et des traditions historiques de ces pays et probablement d'un manque de réflexion et de discussions sur la doctrine militaire défensive, il faudra peut-être attendre un certain temps pour que l'électorat soit disposé à accepter l'idée.²⁸

Auparavant, nous avons mentionné le facteur du pluralisme. On a considéré que la Suisse avait été contrainte d'adopter une position défensive, notamment le non-alignement et la neutralité, à cause de son identification ethnique avec les pays voisins. Comment s'y sont pris les États-Unis et l'URSS qui, eux aussi, regroupent une grande diversité ethnique?

Toute analyse du problème montre à quel point ce facteur se révèle ambigu. Aux États-Unis, les groupes, de race blanche, les plus importants sont, par ordre d'importance, les Allemands, les Italiens, les Britanniques, les Polonais, les Irlandais et les Russes (surtout Juifs). On peut de nouveau avancer qu'il n'existe aucune référence historique où toutes ces nations se sont retrouvées dans le même camp et à laquelle les Américains pourraient alors s'appuyer ou s'opposer, sans risque de diviser la population. On pourrait plutôt étayer l'argumentation en progressant avec cette liste et citer les Scandinaves, les populations asiatiques et hispaniques; et bien plus encore en prenant en considération les Africains que l'on a fait entrer de force sur le territoire comme des habitants légitimes. La probabilité d'alignement serait presque nulle.

26. Pour les thèse de Andreas Von BULÖW, voir *Frankfurter Rundschau*, 13-14 septembre 1985. Le programme du SPD de juin 1986 déclare que l'OTAN devrait être *strikt defensiv* et parle de *Abbau von Drohpotentialen bis hin zur beiderseitigen strukturellen Nichtangriffsfähigkeit*.

27. L'approche du Parti travailliste est plus simple: ne plus dépendre des armes nucléaires et améliorer les effectifs classiques de l'OTAN.

28. À l'instar du SPD, le Parti travailliste a perdu ses élections au printemps 1987, probablement en partie à cause de sa position à l'égard de la défense, une position nouvelle pour lui. C'est la raison pour laquelle Neil KINNOCK, dans la revue *us*, Harvard, automne 1986, n'a discuté que du point 1, non du point 2, plus récent.

Aux États-Unis, la tendance devrait donc être le neutralisme, précisément pour éviter de diviser la nation. Mais il pourrait également exister une tendance dans le sens opposé, celle d'être «une nation des nations». Les Américains pourraient se considérer comme au-dessus des autres nations, ayant non seulement le droit mais aussi le devoir d'intervenir et d'arranger les choses. La diversité ethnique américaine serait, dans une certaine mesure, compatible avec les deux grandes tendances du comportement des États-Unis en matière de politique étrangère: l'«isolationnisme» par opposition à la «responsabilité globale». ²⁹

Qu'en est-il de l'URSS? Historiquement, ce pays n'est intervenu que très peu à l'étranger par rapport aux États-Unis. Il y a toutefois une différence de taille dans ce pays: les minorités, de même nationalité que les habitants des pays voisins, sont petites et relativement impuissantes tant sur le plan national qu'international. On retrouve des Tadjiks et Ouzbeks aussi bien en Union soviétique qu'en Afghanistan. Mais cela n'a cependant pas empêché l'URSS d'attaquer ce pays, on peut même croire que ces liens ont contribué à la décision d'intervention. L'Union soviétique avait peut-être peur de voir l'Afghanistan exercer, sur son territoire, une certaine influence précisément à cause de similitudes ethniques (ce qui n'est pas très loin de la crainte des États-Unis à l'égard des Américains d'origine japonaise, au cours de la Deuxième Guerre mondiale, et qui a mené à l'internement de 130 000 d'entre eux).

En fait, un petit pays devrait certainement prendre en considération les divisions ethniques. Tel n'est pas le cas des grandes nations. Elles pourraient même les considérer comme des facteurs favorisant des réactions agressives sur le plan international.

Troisièmement, la situation interne du pays. Les doctrines militaires offensives s'appuient sur les armes de longue portée qui ne sont pas très utiles pour mâter les révoltes internes. Le Shah d'Iran, lors de la «révolution islamique», en a fait l'expérience et, lui qui disposait d'avions à grand rayon d'action, s'est précisément trouvé confronté à ce phénomène. Les systèmes d'armes défensives ont une courte portée et sont utiles pour la guerre interne contre les éléments dissidents dans la population. La Suisse a réussi à s'adapter à ce facteur de façon admirable: tout d'abord elle a créé l'unité à partir de la diversité, par un système fédéral qui regroupe les différentes confessions et langues, ensuite, elle fait confiance à sa population à un point tel que les soldats suisses gardent littéralement leurs armes à domicile (et ont la réputation de ne pas les utiliser pour des motifs violents contre leurs compatriotes).

En d'autres termes, on pourrait dire que seuls les pays qui ont surmonté de grandes contradictions sociales sont réellement prêts à utiliser les doctrines militaires défensives. D'un autre côté, on pourrait aussi affirmer que cette situation prévaut dans un grand nombre de pays européens. Il est difficile de

29. Il ne faudrait pas confondre cette dimension avec celle de la gauche et de la droite utilisée en politique européenne. Il s'agit d'une dimension distincte, caractéristique du discours politique américain.

croire que l'on puisse abuser de l'institution militaire dans la plupart de ces pays plus avancés, non seulement sur le plan de la première génération des droits de l'homme (droits civils et politiques), mais également sur le plan de la seconde (droits socio-économiques). On veut tout simplement dire qu'il s'agit là d'un facteur que l'on doit prendre en considération.

Après le facteur des coûts sociaux, on arrive au facteur des coûts économiques (quatrième point). On peut certainement soutenir que les systèmes d'armements offensifs sont nettement plus coûteux que les systèmes défensifs. Cependant, il ne faudrait pas confondre le coût de ces derniers avec celui des armes nucléaires. Celles-ci coûtent peu, mais les engins qui les transportent, avec toute l'infrastructure afférente, coûtent cher. Il est nécessaire de créer un mécanisme national et international pour rendre ce genre de systèmes crédibles. Par contre, les systèmes défensifs cités plus haut sont beaucoup plus modestes.³⁰ Ils ont aussi un caractère plus local, ce qui signifie qu'on peut faire appel aux ressources du pays, comme le font la plupart des États lorsqu'ils mettent leur milice sur pied. Il est fort possible qu'une doctrine militaire, s'appuyant sur des armes classiques offensives, soit aussi, sinon plus, coûteuse qu'une doctrine militaire reposant sur des armes nucléaires. Mais ce n'est pas la thèse que l'on défend ici. Celle dont il est question compare les systèmes défensifs aux systèmes offensifs et non les armes classiques aux armes de destruction massive.

En résumé, on peut dire de façon générale que l'Urss a beaucoup à faire à l'intérieur de ses frontières. Pour bâtir une société socialiste viable et attrayante, telle que la population soviétique la conçoit, la tâche est énorme et s'oppose à une économie de guerre, une course aux armements et des rapports frontaliers hostiles, comme cela a déjà été le cas avec la plupart des voisins de l'Union soviétique. Il existe aussi le défi posé par les pays communistes actuels et anciens. Ceux-ci diversifient considérablement leur économie, n'abandonnent pas mais modifient plutôt leur planification pour faire place à l'économie de marché (cas de la Hongrie, la Yougoslavie et la Chine). La théorie de la paix, correspondante à cette situation, ne reposerait pas sur la convergence (il n'existe apparemment aucune raison fondamentale qui permette de supposer que des pays qui se ressemblent sont plus pacifiques; ils pourraient être aussi en compétition). La théorie de l'interdépendance en serait plutôt la base. Ni l'idéologie en particulier ni la culture en général et encore moins les positions militaires (offensives ou défensives) ne peuvent rendre les pays aussi interdépendants que les rapports économiques. Toutefois, il faut veiller à ce que cette dépendance économique

30. Le coût d'un missile antichar, antiaérien et antinavire est fort peu élevé par rapport à l'objectif; pour ce qui est des missiles antimissiles, c'est le contraire. Cependant, de telles comparaisons ont tendance à exclure la nécessité d'un réseau dense d'installations de défense et la logistique qui l'accompagne. Par conséquent, des aéronefs d'interception à décollage court, déployés dans des abris dispersés sur tout le territoire, utilisant de nombreuses autoroutes comme pistes, coûteraient cher. Il en serait de même de forêts créées par la main de l'homme et d'autres obstacles, eux aussi bien dispersés, même au hasard. Et pourtant, ce que l'on pourrait réaliser devrait être considérable, quoique les fabricants d'armes aient évidemment intérêt à veiller à ce que cela ne soit pas le cas.

mutuelle ne devienne pas trop asymétrique, au point de permettre à l'une des parties d'exploiter l'autre. Ceci pourrait créer un profond ressentiment jusqu'à ce que la situation dégénère. C'est ce qui se produit encore en Europe, aussi bien entre le Nord et Sud qu'entre l'Est et l'Ouest.

L'URSS a besoin d'un système de défense moins onéreux. Ceci est aussi vrai pour les États-Unis, nation la plus débitrice du monde. La solution serait de s'orienter vers le système de défense non provocante.

III - Considérations d'ordre politique

Plus de quarante ans après la Deuxième Guerre mondiale, les peuples d'Europe, de l'OTAN et du pacte de Varsovie en général, des États-Unis à l'URSS en passant par l'Europe occidentale, les pays non-alignés et l'Europe orientale, devraient vivre sans la crainte d'une guerre nucléaire imminente. De même, quiconque connaît l'histoire de l'Europe sait aussi que vivre sur ce continent est dangereux. L'une des solutions au problème serait de tenter de se débarrasser de l'élément offensif des systèmes militaires pour éliminer la menace et, parallèlement, mettre cependant sur pied une composante défensive, pour le cas où quelque chose arriverait.

La question est de savoir si les conditions sont favorables à une transformation aussi importante, que l'on peut qualifier de restructuration vers le «transarmement» fondé sur le principe des systèmes d'armes défensifs. Comme l'essentiel des réflexions a été présenté dans la section précédente, nous nous contenterons d'ajouter quelques facteurs supplémentaires.

Il est tout naturel pour les Européens de l'Ouest de poser cette question à propos de l'URSS. Ce pays vit actuellement une importante période de transformation. On devrait plutôt se concentrer sur des facteurs sociaux qui sous-tendent le phénomène Gorbatchev. À notre avis, ils se présentent comme suit.

Après avoir été un pays dirigé par la triade (parti - K.G.B. - armée soviétique), l'URSS connaît l'émergence d'une technocratie composée elle aussi de trois éléments : bureaucratie - grands monopoles d'État - Intelligentsia (ou membres des professions libérales). L'argument classique qui veut que l'économie soviétique se porte mal (bien que la situation ne soit pas tout à fait mauvaise, la misère ayant été abolie et le pays étant parfaitement capable de rivaliser avec les États-Unis dans la course aux armements), cache un aspect plus fondamental : le secteur éducatif fonctionne extrêmement bien. La transformation Gorbatchev concerne le groupe qualifié plus haut de «technocratie»; ce dernier comprend des millions de gens. Affirmer ceci ne veut pas dire que Gorbatchev n'est pas très bien coté au sein du parti, du K.G.B. et de l'armée ou que de nombreux membres de la bureaucratie et des professions libérales s'opposent à lui. Le point fondamental est qu'une nouvelle logique fait lentement son apparition dans la société soviétique. Cette nouvelle approche se situe beaucoup plus près de celle des Occidentaux, qui mettent plus l'accent sur la compétence technocratique (efficacité) que sur l'idéologie.

En conséquence, l'URSS devrait être beaucoup plus disposée à négocier. Cela ne veut pas nécessairement dire que les désaccords disparaîtront. Mais ceux-ci seront exprimés dans un langage familier aux peuples occidentaux. Il y aura moins d'idéologie, moins de menaces et plus de commerce et d'échanges en général.

L'ancienne Union soviétique, régie par la «partitocratie» (un système à parti unique), s'appuyait essentiellement sur le pouvoir culturel (voire idéologique) et militaire. La nouvelle Union soviétique, qui est de plus en plus guidée par la logique technocratique, se fondera davantage sur le pouvoir économique, dans la mesure où tout message idéologique ne peut qu'échouer si le pays n'est pas économiquement viable, sur le plan national et celui du commerce international. Les nouvelles élites, qui ne sont pas entravées par les contraintes de la partitocratie, veulent démontrer leurs capacités. Elles désirent à la fois une vie et une situation commerciale meilleures pour leurs compatriotes: le commerce est également un acte de communication. En axant particulièrement une grande part de leur créativité sur le secteur militaire, ces élites, à l'instar des Américains, investissent énormément dans l'armée, de telle sorte que leur économie tombe en ruine. Un système de défense non offensive pourrait donc être très intéressant.

Comment cela s'applique-t-il aux pays de l'Europe de l'Est? D'une manière générale, ceux-ci seraient attirés par des transformations susceptibles de leur permettre de devenir des sociétés politiquement pluralistes, par l'élaboration d'un système électoral prévoyant un véritable choix de candidats (et peut-être ultérieurement des partis même s'il n'est pas évident que le choix des partis soit plus démocratique que les choix de candidats). Cela s'est déjà produit en Hongrie et il semble que le phénomène gagne l'URSS et, sans aucun doute, se répétera ailleurs en Europe orientale.³¹

La Finlande semble représenter le modèle que pourraient prendre les relations de l'Union soviétique avec un pays de l'Europe de l'Est. Ce modèle n'est pas seulement caractérisé par le pluralisme, c'est-à-dire la démocratie, mais aussi par une certaine esquisse sociale de cette démocratie. Il existe également deux règles fondamentales dans ses rapports avec l'URSS: les échanges économiques et la neutralité armée. Cette dernière suppose une garantie de défendre le pays dans le cas où, en passant par la Finlande, l'Union soviétique serait attaquée par l'Allemagne ou ses alliés.³²

31. La règle générale est probablement la suivante: aucun pays ne devrait introduire de telles mesures avant la mère-patrie socialiste. Comme toutes règles, celle-ci comprend une exception: la Hongrie. Pourquoi ce pays fait-il exception? Est-ce parce qu'il n'est ni slave ni orthodoxe?

32. Il est à noter que le traité soviéto-finlandais aura bientôt quarante ans – signe qu'il a résisté à l'épreuve du temps, compte tenu de son approbation massive par la population finlandaise et de la considération de l'URSS comme pays «ami». Cela permet d'affirmer que la politique de sécurité alternative est bien plus qu'une défense alternative, c'est-à-dire, diminuer le rôle des superpuissances en se détachant d'elles: une forte dépendance économique, politique, et en général des relations de coopération dans tous les sens. (De l'avis du présent auteur, ce sont toutes des solutions possibles.)

Il y a des raisons de croire que l'Union soviétique est aujourd'hui bien plus satisfaite des liens qu'elle entretient avec la Finlande qu'avec les autres pays de l'Europe orientale. On peut probablement résumer comme suit le problème que l'URSS a connu avec les autres pays socialistes de cette partie du continent européen: soit que la population fût en faveur du socialisme, auquel cas le pays tout entier voulait éventuellement créer sa propre diversité nationale en se libérant de l'emprise soviétique (cas de la Yougoslavie, l'Albanie et dans une certaine mesure, la Roumanie); soit que la population en général s'opposât au socialisme ce qui obligeait l'URSS à maintenir (pour des raisons historiques ou de sécurité?) un gouvernement impopulaire, fort coûteux économiquement et politiquement pour elle-même, le pays en question et pour le reste du monde. La Finlande offre à la fois des possibilités économiques et la sécurité à une Union soviétique qui, plus que tout autre pays du monde, en a grandement besoin.

De toute évidence, la solution finlandaise est non seulement en accord avec un système de défense non provocateur, mais l'exige aussi en fait. Comment cela fonctionnerait-il dans d'autres pays de l'Europe de l'Est? La neutralité armée doit être au moins bilatérale, non seulement pour la défense territoriale contre une attaque de l'Ouest, mais aussi contre celle de l'Est, c'est-à-dire de l'URSS. Les événements qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale semblent indiquer que l'Union soviétique serait en faveur d'étendre ce type d'accord, tel qu'il a été enchâssé dans le traité avec l'Autriche en 1955, à presque toute autre relation sauf peut-être celle qui pourrait être idéale, c'est-à-dire: une loyauté inébranlable envers l'édification du socialisme et l'URSS (la solution bulgare?). Par conséquent, si cette solution convient à la fois aux peuples de l'Europe de l'Est et à l'Union soviétique, alors elle devrait aussi convenir à l'Ouest.

Qu'en est-il de l'Europe occidentale? Celle-ci est économiquement solide mais sa sécurité militaire dépend des États-Unis. Nous ne traiterons pas ici de la question de savoir si l'Union soviétique a jamais été une menace réelle pour l'Europe occidentale et, encore moins de celle de savoir si l'accord passé avec les États-Unis constituait une réaction logique à cette espèce de menace ou visait d'autres fins (peut-être en plus).

Fondamentalement cela veut dire, comme on l'a indiqué, qu'un système de défense non provocante assurerait un niveau de sécurité plus élevé qu'un système de défense offensif provocateur. Les populations de l'Europe occidentale en général ne seraient ni socialement ni psychologiquement prêtes pour un désarmement général et complet. Il existe toute une structure militaire, bureaucratique, industrielle et de recherche qui ne pourrait disparaître du jour au lendemain. Ces populations pourraient, en théorie, être convaincues de la justesse du choix d'une doctrine défensive plutôt que de celui d'une doctrine militaire offensive, mais jamais d'une absence totale de doctrine militaire. Tout comme ces populations, qui sont habituées non seulement à la présence d'installations militaires sur leur territoire mais aussi à l'idée d'une menace, ne pourraient être suffisamment convaincus des vertus du désarmement, comme le soutient une partie du mouvement pacifiste.

De nos jours, nous n'avons peut-être jamais été si près de parvenir au moment historique d'un compromis en faveur de l'adoption d'un système de défense alternatif en Europe de l'Est et de l'Ouest, imitant en cela les pays non-alignés. Il existe également de bonnes raisons de croire que l'Union soviétique pourrait s'intéresser à ce genre d'entente. Si l'Union soviétique, l'Europe de l'Ouest (à l'exclusion probable de la France qui fonde sa politique de sécurité sur une force nucléaire pour laquelle il ne semble exister aucun plan de désarmement), acceptent cet arrangement, alors les États-Unis devraient aussi l'accepter. En fait, les superpuissances pourraient même maintenir leurs alliances, du moment où les doctrines militaires de celles-ci seraient révisées, en vue d'établir un système de défense non-offensif.

Cela nous amène à la conclusion finale: il est temps de discuter de la doctrine militaire. Depuis trop longtemps on a discuté de systèmes d'armes distincts, parfois séparément, parfois globalement sans tenir compte de leur raison d'être. Un grand pas serait fait si quelqu'un pouvait exiger que les discussions multilatérales sur la doctrine militaire aient lieu, de préférence sous les auspices des Nations Unies. Tous les pays en bénéficieraient, notamment ceux qui se trouvent coincés entre les deux superpuissances: l'Europe tout entière.